

FINANCES**OBJET**Liminaire CFDT - Comité technique ministériel emploi-budget

Madame la présidente,

L'alliance CFDT-CFTC participe à ce CTM parce qu'on ne peut pas vouloir du dialogue social et pratiquer la politique de la chaise vide. Mais cela nécessite que de votre côté, la loyauté et la sincérité soient de mise.

Les documents à l'appui de ce CTM sont indigents. Ils ne sont pas dignes d'un dialogue social transparent.

Vous faites souvent référence au secteur privé en vous exonérant totalement des obligations qui lui sont attachées. Si une société de 140 000 salariés annonçait 1935 suppressions d'emplois aux représentants du personnel au CSE, ces derniers pourraient demander une analyse par un expert à partir des données documentées de la direction.

S'agissant des bonnes pratiques du dialogue social, l'accord sur le CSE de la Matmut prévoit un plan de travail annuel avec un fonctionnement des instances en mode projet. Et dans les MEF ?

Ici, rien de tout cela. L'innovation, ce n'est décidément pas pour le dialogue social. Pas de transparence : les suppressions d'emplois ne sont pas documentées. Dans ces conditions, ne vous étonnez pas de l'absence de qualité de votre dialogue social.

Au lieu d'un débat contradictoire sur le diagnostic, les analyses et les décisions, vous poussez les organisations syndicales à adopter des postures de refus pour les cantonner au verbe et à l'impuissance.

Le politique n'en est pas à une provocation près. C'est le ministre des Comptes publics qui délégitime le mouvement de grève à la DGFIP en disant que 64% des agents étaient au travail, ou encore le chef de l'État qui discrédite le travail des vérificateurs peu capables de s'adapter, selon lui, au changement, dans son discours de clôture du forum BPI France Inno Génération le 10 octobre dernier. N'inversez pas les rôles : les vérificateurs n'ont pas besoin que les entrepreneurs les rappellent à leurs devoirs(19'). C'est à l'administration d'assurer l'accompagnement des usagers. Encore faut-il lui en donner les moyens. Des moyens qui sont à la baisse. L'alliance CFDT-CFTC Finances attend des autorités politiques qu'elles soutiennent les actions des agents publics plutôt que de les stigmatiser.

Nous ne vous ferons pas le cadeau de déserrer le champ du dialogue social pour vous laisser les mains libres et faire vos réformes sans jamais prendre en compte l'avis des agents et de leurs représentants. Nous ne serons pas les idiots utiles des MEF !

L'alliance CFDT-CFTC Finances est légitime à vouloir peser sur les choix que vous prenez et à leurs conséquences sur les agents et leur travail.

Parce que nous ne croyons ni au grand soir, ni aux réformes clés en main, l'alliance CFDT-CFTC Finances vous a demandé de produire les documents détaillés qui permettent de calculer et justifier les suppressions d'emplois. Nous ne nous satisfaisons pas des déclarations faites jusqu'ici dans la presse par le ministre des Comptes publics : fin de la TH des résidences principales, IA et contrôle fiscal, suppression de la déclaration d'IR...



Ou bien vous nous produisez ces documents ou donnez ces informations et nous pouvons commencer à discuter utilement, ou bien ces suppressions d'emplois ne s'appuient sur rien et vous faites la démonstration que ce ne sont pas les réformes qui justifient les suppressions d'emplois mais l'inverse : ce sont bien les suppressions d'emplois qui justifient les réformes. Ce qui pose la question de la perspective et du sens. L'impératif budgétaire sert de boussole dans ces ministères. Vous devez en assumer la responsabilité et expliquer les conséquences de vos choix sur le travail et la situation des agents.

C'est pourquoi l'alliance CFDT-CFTC Finances demande à nouveau de mettre notamment à l'ordre du jour de l'agenda social le sujet des conséquences du numérique et de l'intelligence artificielle sur le travail, les services, les métiers, les compétences et les formations.

L'absence de dialogue social mène à l'impasse. Nous sommes là pour construire des solutions concrètes, pour produire des perspectives et du sens pour tous, de la sécurité et des garanties pour chacun.

Nous ne sommes pas venus ici pour dire que c'était mieux avant ou que ce sera pire demain. Nous sommes venus pour parler de la réalité du travail que les agents vivent et de leur avenir.

Le dialogue social doit changer.

Denis Grégoire
Stéphane Marseille
Amandine Tormento